



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 12/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** **Visite d'inspection du 30 juillet 2024**

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PASTEUR Recyclage**

3 Rue des grands bois  
74 100 Vétraz-Monthoux

Références :20240730-RAP-PasteurRecyclage  
Code AIOT : 0010800296

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 juillet 2024 dans l'établissement PASTEUR Recyclage implanté Zone d'activités de l'aérodrome 3 rue des Grands Bois 74 100 Vétraz-Monthoux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 29 juillet 2024 l'astreinte de la préfecture a été prévenue à 16h55 d'un incendie en cours sur le site de la société PASTEUR RECYCLAGE au 3, rue des Grands Bois à VETRAZ-MONTHOUX.

Nous avons réalisé une inspection du site le lendemain, le 30 juillet 2024 entre 10h00 et 13h00, au cours de laquelle nous avons rencontré le responsable d'exploitation de l'établissement. Nous avons également échangé par téléphone avec M. Richard TUMBACH, dirigeant de l'entreprise qui n'était pas sur place.

Le responsable du site nous a indiqué que le feu avait démarré aux alentours de 16h00 pour une raison indéterminée dans les encombrants de déchetteries. Immédiatement, deux personnels présents sur le site ont utilisés les deux RIA proches de l'incendie pour combattre le début d'incendie. Par ailleurs, le service de lutte contre les incendies ont été alertés et la vanne d'isolement a été fermée. La stratégie d'extinction opérée par le SDIS a été d'utiliser les deux bornes incendies situées à moins de 100 mètres du site pour maîtriser l'incendie. Une fois le feu éteint, les déchets restant ont été immergés par petits volumes dans une benne de 20 m<sup>3</sup> contenant de l'eau puis déposés dans trois bennes de 35 m<sup>3</sup>. Les pompiers, joints par téléphone, nous ont indiqué que la quantité de déchets concernée par le sinistre était de 15 tonnes et qu'un volume d'eau compris entre 70 et 80 m<sup>3</sup> d'eau avait été utilisé pour l'extinction. Précisons qu'en raison de la défaillance de la vanne destinée à assurer la fermeture de la citerne de confinement des eaux d'incendie, celles-ci ont été rejetées au réseau d'eaux pluviales.

À ce jour, les causes de l'incendie restent inconnues et l'exploitant doit réaliser un rapport suite à son analyse de l'événement et de ses conséquences en application des dispositions de l'article 512-69 du code de l'environnement.

L'objectif de l'inspection était de déterminer les conditions d'exploitation du site ainsi que d'évaluer les éventuels impacts afin, le cas échéant, de proposer au préfet des suites administratives.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASTEUR Recyclage
- Zone d'activités de l'aérodrome 3 rue des Grands Bois, 74 100 Vétraz-Monthoux
- Code AIOT : 0010800296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PASTEUR RECYCLAGE, représentée par son gérant M. Richard TUMBACH, dont le siège social est établi 3, rue des grands Bois à Vétraz-Monthoux, exploite à la même adresse un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux (N° SIRET de l'établissement 33108945800029). Ces activités sont autorisées et réglementées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 5 décembre 2005, modifié le 4 décembre 2013.

Suite aux écarts réglementaires constatés lors d'une inspection réalisée le 29 janvier 2018, le préfet avait mis en demeure l'exploitant, par arrêté du 9 avril 2018, de réaliser des actions de mise en conformité, sous un délai de 15 jours, et en particulier de respecter les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005, concernant l'emprise du site ainsi que les activités de transit de déchets verts, de déchets de bois et de déchets de démolition.

Précisons que l'exploitant entreposait une partie de ces déchets sur une surface non autorisée d'environ 6000 m<sup>2</sup> sans aucune disposition pour limiter les impacts sur les milieux ni les risques d'accidents, notamment d'incendie.

Dans ce cadre, la société PASTEUR Recyclage devait, sous le délai précité de 15 jours, entièrement dégager la partie non autorisée de son établissement de tous les déchets qu'elle contenait et remettre le terrain en parfait état de propreté.

Les activités de transit et regroupement de déchets verts, de déchets de bois et de déchets de démolition dans l'établissement ont été suspendues par ce même arrêté du 9 avril 2018 jusqu'à ce que les dispositions précitées soit respectées.

Enfin, l'arrêté du 9 avril 2018 précise que la reprise de ces activités ne peut intervenir qu'après un arrêté du préfet établi suite à un rapport de l'inspection des installations classées portant sur la réalisation effective des dispositions ci-dessus. À ce jour, aucun arrêté préfectoral ne lève cette suspension d'activité.

**Contexte de l'inspection : Accident**

**2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, la prescription contrôlée et la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais
1	Confinement des eaux d'incendie	AP du 05/12/2005, article 2.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plan des réseaux	AP du 05/12/2005, article 2.3 alinéa 3	Demande d'action corrective	15 jours
3	Analyses de l'évènement	Code de l'environnement, article R.512-69	Demande d'action corrective	15 jours
4	Respect de conditions d'exploitation objet d'une mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 1er	Amende	SO
5	Respect de suspensions administratives	AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 2	Amende	SO
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – À l'issue de l'inspection, il apparaît que compte tenu de la quantité restreinte de déchets concernés par le sinistre et du fait que les effluents d'extinction ont été rejetés avec un faible débit, correspondant au débit de fuite de la vanne dont la fermeture aurait dû assurer leur confinement, les conséquences environnementales du départ de feu sont faibles. Néanmoins, il est nécessaire que l'exploitant analyse les causes de cet incendie et propose des dispositions pour éviter sa reproduction ainsi que pour limiter ses conséquences. La première disposition à prendre en ce sens sera le remplacement de la vanne fuyarde.

Il convient par ailleurs de souligner que la société PASTEUR Recyclage continue d'utiliser le terrain de 6 000 m<sup>2</sup> situé de l'autre côté de la route des grands bois comme une extension de son site malgré l'absence d'autorisation et malgré l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 avril 2018 le mettant en demeure de dégager cette zone.

Enfin, il convient de noter que la suspension de transit et regroupement des déchets de bois sur le site par le même arrêté du 9 avril 2018 n'est pas respectée.

Sur la base des constats établis, nous proposons les suites administratives suivantes :

- mettre en demeure la société PASTEUR Recyclage de doter, sous un délai d'un mois, le site d'un système de rétention des eaux d'incendie conforme à l'article 2.6.3 de son arrêté préfectoral et en particulier de justifier de l'étanchéité de la vanne destinée à l'isoler du réseau pluvial,
- une amende administrative de 3 000 euros à l'encontre de la société PASTEUR Recyclage pour le non-respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, concernant l'emprise du site ainsi que pour n'avoir pas dégagé tous les déchets qu'elle contenait ni remis en parfait état de propreté la partie du site exploitée de façon illégale, en contradiction avec les dispositions du point n° 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté PAIC 2018-0044 du 9 avril 2018,
- une amende administrative de 2 000 euros pour le non-respect de la suspension de l'activité de transit et regroupement de déchets de bois en contradiction avec les dispositions de l'article 2 de l'arrêté PAIC 2018-0044 du 9 avril 2018.

Enfin, nous demandons à l'exploitant de :

- transmettre sous 15 jours au préfet et à l'inspection des installations classées l'analyse de l'incident dans les conditions prévues par l'article R.512-69 du code de l'environnement,
- nous indiquer, sous un délai de quinze jours si la dernière mise à jour du plan des réseaux est celle affichée sur le site ou celle transmise par courrier électronique du 3 janvier 2020. Il conviendrait de nous transmettre la dernière version si ce n'était pas celle déjà transmise.
- Réaliser sous un délai d'un mois, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005, des opérations d'entretien des abords de son site et plus particulièrement de la bande de terrain végétalisée située à l'ouest et au nord en limite de l'établissement et la maintenir dégagée de tous végétaux susceptibles de propager un incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Confinement des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 2.6.3
<b>Thème :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction d'incendie seront confinées dans le bassin de 200 m <sup>3</sup> visé à l'article 2.4.1 pour analyse avant rejet. À cet effet, le bassin sera muni d'une vanne à la sortie.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons constaté que la citerne dédiée à la rétention des eaux d'incendie était quasiment vide, que la vanne installée pour la fermer de façon étanche était fuyarde et qu'un filet d'eau s'en écoulait.  Les pompiers nous ont indiqué que le volume d'eau utilisé pour l'extinction était de l'ordre de 70 à 80 m <sup>3</sup> . compte tenu de l'évaporation qui s'est produite en phase d'extinction et du phénomène d'absorption des déchets, de l'ordre de 50 m <sup>3</sup> ont été rejetées au milieu naturel.

<p>Le service assainissement de la collectivité Annemasse Agglo, joint par téléphone, nous a indiqué que le réseau d'eau pluviale se rejetait dans le ruisseau de la Crotte, affluent de l'Arve. Aucune pollution des eaux superficielles n'a été constatée.</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure l'exploitant de doter, sous un délai d'un mois, le site d'un système de rétention conforme à l'article 2.6.3 de son arrêté préfectoral et en particulier de justifier de l'étanchéité de la vanne destinée à l'isoler du réseau d'eaux pluviales.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 2.3 alinéa 3
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons constaté que le plan des réseaux affiché sur le site était différent de celui qui nous avait été transmis par l'exploitant, par courrier électronique du 3 janvier 2020. En particulier sur le plan affiché figure une rétention unique des eaux d'incendie alors qu'elle est constituée de 2 tubes parallèles sur le plan transmis.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nous indiquer, sous un délai de quinze jours, quelle est la dernière mise à jour et de nous la transmettre si ce n'est pas celle transmise le 3 janvier 2020.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 3 : Analyses de l'évènement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-69
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b> Les causes de l'incendie ne sont à ce jour pas connue. L'analyse de l'incident dans les conditions prévues par l'article R.512-69 du code de l'environnement nous paraissent nécessaires.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre ce rapport sous un délai de 15 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Respect de certaines conditions d'exploitation objet d'une mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 1er
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Respect de conditions d'exploitation objet d'une mise en demeure
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La société PASTEUR Recyclage ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est établi 3, rue des Grands Bois, 74100 VETRAZ-MONTHOUX est mise en demeure de faire application, dans son établissement d'Annecy situé à la même adresse, des dispositions suivantes sous un délai de 15 jours :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1 respecter les volumes d'activités autorisés, précisés par l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, notamment en ce qui concerne le transit de déchets verts, des déchets de bois et les déchets de démolition,</li> <li>2 respecter les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, concernant l'emprise du site ainsi que les activités de transit de déchets verts, de déchets de bois et de déchets de démolition.</li> </ol> <p>Dans ce cadre, l'exploitant devra, sous le délai de 15 jours précité, entièrement dégager la partie non autorisée de son établissement de tous les déchets qu'elle contient et remettre le terrain en parfait état de propreté,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3 respecter le 2° alinéa de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 et dans ce cadre, de faire établir un plan du réseau d'égouts actualisé faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchements et les points de rejet.</li> </ol> <p>Le plan doit également permettre d'identifier les ouvrages de contrôle des rejets prévus par l'article 2.5.1 du même arrêté. Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai de 15 jours.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4 mettre en conformité les registres des déchets entrants et sortants avec les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres relatifs aux déchets, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Dans ce cadre, il conviendra de renseigner correctement et précisément l'ensemble des champs exigés par les articles précités afin notamment d'assurer la traçabilité des déchets transitant dans son établissement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons constaté que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les volumes d'activités prescrits par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 modifié par celui du 4 décembre 2013 étaient respectés,</li> <li>2. nous avons constaté la présence, sur la partie non autorisée de l'établissement de la présence des déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 8 bennes de 35 m<sup>3</sup> de ferrailles,</li> <li>◦ 3 bennes d'environ 15 m<sup>3</sup> de déchets de pneumatiques,</li> <li>◦ 1 benne de 35 m<sup>3</sup> de déchets de carton,</li> <li>◦ 2 bennes d'environ 10 m<sup>3</sup> de carton,</li> </ul> </li> </ol>

- 1 benne de 35 m<sup>3</sup> de déchets de bois,
- un stock d'environ 2 000 m<sup>3</sup> de gravats de démolition.

Le responsable d'exploitation nous a indiqué que ces bennes avaient été déplacées depuis la partie autorisée vers celle non autorisée lors de l'incendie. Cette affirmation est toutefois contredite par le manque de place libre sur la partie autorisée du site, du fait de sa saturation par des déchets, notamment par des ferrailles. Nous en concluons que lorsque l'incendie s'est déclaré, la plupart des bennes de la liste précitée étaient sur la partie du site non autorisée. Enfin, le stock de gravats de démolition était présent avant l'incendie.

Nous joignons des photos attestant la présence des déchets précités sur la partie non autorisée du site et de la saturation par des déchets de la partie autorisée, constatée lors de l'inspection,

3. le plan des réseaux nous avait été transmis le 3 janvier 2020. Sa conformité avec la situation actuelle a fait l'objet d'une demande en conclusion de la fiche de constat précédente,
4. compte tenu du contexte dans lequel l'inspection a été programmée et réalisée, le sujet des registres de déchets n'a pas été abordé. Il fera l'objet d'une prochaine inspection.

En conclusion, il apparaît que malgré l'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2018, l'exploitant n'a pas libéré la partie du site non autorisée.

Précisons que par courrier électronique du 1<sup>er</sup> août 2024, l'exploitant nous a transmis des photos montrant la seule présence de bennes vides sur ce terrain. Précisons que de telles photos n'attestent pas d'une situation pérenne et ne cadrent pas le stock de déchets inertes qui était vraisemblablement toujours présent compte tenu de son volume, de l'ordre de 2 000 m<sup>3</sup>. Le respect du point 2 de l'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2018, fera l'objet d'une prochaine inspection.

En conclusion, en application du point II-4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement, nous proposons une sanction administrative à l'encontre de la société PASTEUR Recyclage consistant dans une amende administrative de 3 000 euros pour le non-respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, concernant l'emprise du site ainsi que pour n'avoir pas dégagé tous les déchets qu'elle contenait ni remis en parfait état de propreté la partie du site exploitée de façon illégale, en contradiction avec les dispositions du point n°2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté PAIC 2018-0044 du 9 avril 2018.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

#### N° 5 : Respect de suspensions administratives

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 2

**Thème :** Risques accidentels, Respect de suspensions administratives

**Prescription contrôlée :** En application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement, les activités de transit et regroupement de déchets verts, de déchets de démolition et de déchets de bois dans l'établissement sont suspendues à compter du jour de la notification du présent arrêté et jusqu'à ce que les dispositions du point 2 de la mise en demeure aient été appliquées.

Cette suspension ne s'oppose pas au transfert de déchets situées dans la partie de l'établissement exploitée illégalement vers la partie autorisée de l'établissement. Si un tel transfert a lieu, les quantités maximales prescrites par l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 modifié par l'arrêté du 4 décembre 2013 devront être respectées.



La reprise des activités objet de la suspension ne pourra intervenir qu'après un arrêté du préfet après établissement d'un rapport de l'inspection des installations classées portant sur la réalisation effective des dispositions du point 2 de l'article 1 <sup>er</sup> du présent arrêté.
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection nous avons constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de déchets verts,</li> <li>• une quantité de matériaux de démolition de 2 000 m<sup>3</sup> sur la partie non autorisée du site mais dont l'emprise au sol était de l'ordre de 1 000 m<sup>2</sup>, n'atteignant pas en conséquence le seuil de classement de la nomenclature fixé à 5 000 m<sup>2</sup>,</li> <li>• la présence de bois, une benne de 35 m<sup>3</sup> sur la partie non autorisée du site et d'un volume d'environ 360 m<sup>3</sup> sur la partie autorisée.</li> </ul> <p>Ces constats attestent de la poursuite de l'activité de transit et de regroupement des déchets de bois, malgré la suspension administrative, objet de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2018. Compte tenu de la non libération de la partie illégale du site, la levée de cette suspension d'activité n'est pas à l'ordre du jour.</p> <p>Dans ces conditions, nous proposons une sanction administrative à l'encontre de la société PASTEUR Recyclage consistant dans une amende administrative de 2 000 euros pour le non-respect de la suspension de l'activité de transit et regroupement de déchets de bois en contradiction avec les dispositions de l'article 2 de l'arrêté PAIC 2018-0044 du 9 avril 2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

#### N° 6 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2005, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entretien des abords de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site devra être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.</p> <p>les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, seront aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie feront l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du site, il est constaté la présence de broussailles et de ronces dont certaines dépassent de la clôture et envahissent les terrains environnants sur la bande de terrain située en limite ouest et nord de l'établissement.</p> <p>Cette situation peut faciliter la propagation d'un incendie et génère des nuisances aux établissements riverains du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réaliser sous un délai n'excédant pas un mois, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005, des opérations d'entretien des abords de son site et plus particulièrement de la bande de terrain végétalisée située à l'ouest et au nord en limite de l'établissement et la maintenir dégagée de tous végétaux susceptibles de propager un incendie et de ne pas générer de nuisances aux riverains.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

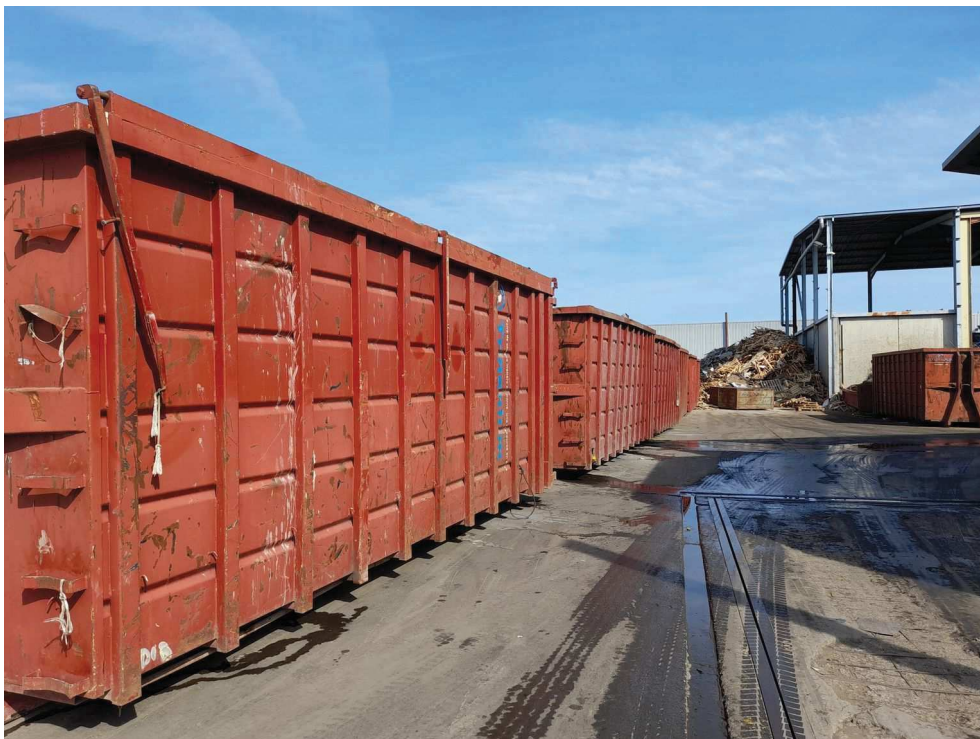


**ANNEXE au rapport d'inspection du 30 juillet 2024**  
**Pasteur Recyclage, 3 rue des Grands Bois, 74 100 Vétraz-Monthoux**

**I) Site autorisé.** On constate la saturation du site par les déchets et l'absence de place pour les bennes stockées dans la partie non autorisée du site

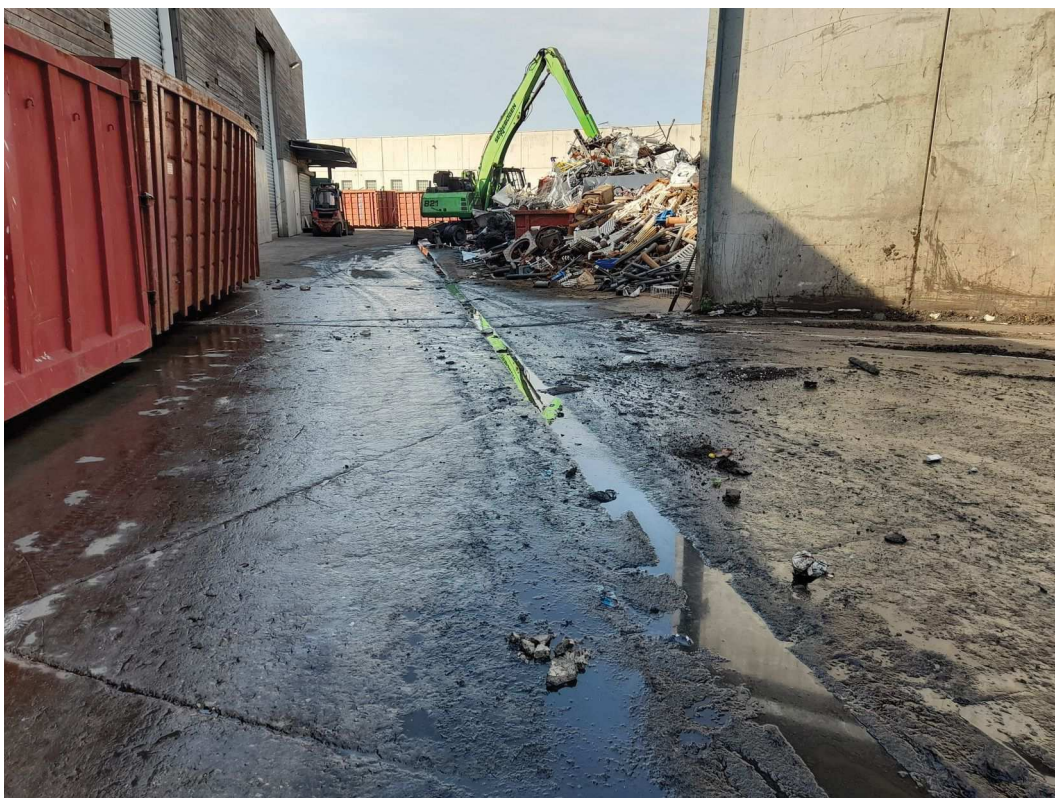


**Stockage de ferrailles**



**Entrée du site – Pont bascule à droite – Bennes stockées à gauche**





**Passage situé entre le bâtiment de stockage des ferrailles et un dépôt de bennes**



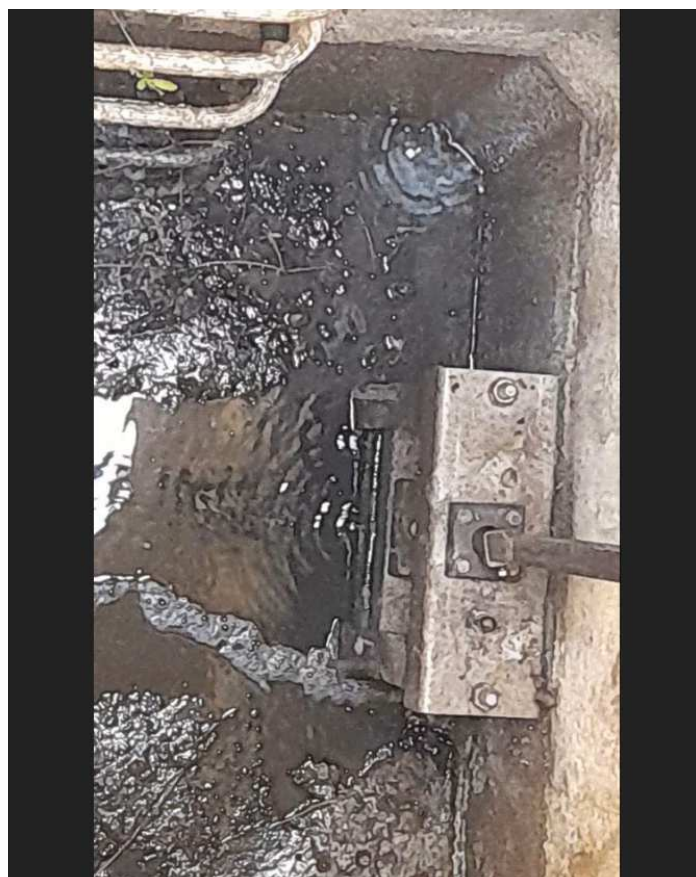
**Stock de bois (activité suspendue)**





**Stock de bois (activité suspendue)**

**II) Vanne d'isolement fuyarde sur le site autorisé**



**Écoulement des eaux d'incendie par la vanne fuyarde**



### III) Site non autorisé



**Bennes de déchets de bois et de pneumatiques**



**Bennes de déchets de pneumatiques**





**Bennes de déchets de métaux**



**Benne de déchets de bois (activité suspendue)**



**Benne de déchets de carton**





Stock de déchets de gravats

